

# Une formation de haut niveau adaptée aux enjeux sociétaux actuels

**La SPG, comme le syndicat des enseignants romands (SER) et la faitière suisse alémanique (LCH) prône depuis plus de 20 ans une formation au niveau maîtrise pour l'ensemble des enseignant-es de la scolarité obligatoire. Le comité référendaire appelle les citoyen-nés à soutenir la revendication d'une formation élevée et exigeante pour les enseignants primaires.**

## **Sabrer la formation des profs pour enseigner mieux aux élèves ?!?**

Cette loi s'inscrit à l'encontre de l'augmentation de la complexité des situations et des besoins dans un canton urbain. Elle est irresponsable eu égard aux enjeux de la mise en œuvre de l'école inclusive. Les besoins actuels de la société exigent des enseignant-es davantage formé-es, capables d'enseigner à des élèves aux profils hétérogènes. Le projet aberrant de la droite consiste à diminuer les exigences attendues de la part des enseignant-es, alors qu'elle est prompte à dénoncer un nivellement par le bas.

## **Une polyvalence qui garantit la mobilité et la durée dans le métier**

Selon les responsables suisses des formations d'enseignant-es, un cursus en 3 ans ne permet plus aujourd'hui de former des généralistes pouvant enseigner 14 disciplines sur 8 degrés. La formation universitaire actuelle est la seule qui assure un haut degré d'expertise et une pratique réflexive tout en préservant le statut de généraliste et la polyvalence du corps enseignant. De plus, les enseignant-es mieux formé-es restent plus longtemps dans le métier. Une réduction de la formation initiale induirait un report considérable sur la formation continue tout en contraignant les étudiant-es à se spécialiser. Une telle spécialisation porterait fortement préjudice à la qualité de l'enseignement : **le principe de la polyvalence intercycle assure la prévention de certaines difficultés d'apprentissage et une progression cohérente au fil des 8 années que compte la scolarité primaire.**

## **Une formation moins chère et plus alignée avec les pays l'OCDE**

**La formation initiale actuelle du corps enseignant primaire se trouve être de très loin la moins chère de Suisse. Le coût de l'ensemble du cursus en 4 ans se situe en-dessous de la moyenne suisse, calculée sur 3 ans.** Ainsi, l'abrogation d'une année d'études non seulement ne permettrait aucune économie tangible au niveau cantonal, mais induirait au contraire des frais supplémentaires pour compenser à travers la formation continue le manque induit par la réduction de la formation initiale. Sur le plan national, Swissuniversities explore et travaille sur une augmentation de la durée de la formation des enseignant-es pour l'ensemble des HEP suisses. Si Genève reste le seul canton suisse à proposer une formation d'une durée de quatre ans, sur le plan international, elle est loin d'être marginale. **Dans les pays de l'OCDE, toutes les formations durent désormais au moins quatre ans.** Le Québec propose une formation universitaire de quatre ans, l'Allemagne, la France et l'Italie exigent une formation de cinq ans (niveau Master). La Suisse, à l'exception de Genève, est donc le dernier pays d'Europe qui forme ses enseignant-es primaires en 3 ans.

## **Plus les enseignant-es sont formé-es, mieux les élèves réussissent**

**Les études ont clairement établi une corrélation entre la qualité et la longueur de la formation des enseignant-es et les résultats scolaires de leurs élèves.** Ainsi supprimer une année d'études, reviendrait tout simplement à affaiblir le niveau global de formation dont souffrirait en premier lieu les élèves les plus vulnérables.

## **Les besoins des élèves augmentent, les besoins en formation des enseignant-es aussi**

Le comité référendaire considère que les premières années de la scolarité sont d'une importance capitale pour le développement d'un enfant et conditionnent fortement son avenir, sa formation future, sa capacité à apprendre ainsi que le rapport aux savoirs qu'il entretiendra sa vie durant. Selon Jean Piaget, *« plus les élèves sont jeunes, et plus l'enseignement implique de difficultés si on le prend au sérieux »* ; **il paraît impensable que l'on ne cherche pas à mettre devant les élèves des enseignant-es muni-es d'un degré de formation et d'expertise le plus élevé possible.**

## Former moins pour payer moins ? Une mesure de plus dans un contexte général de sabotage des prestations publiques

Réduire la formation revient à déclasser la fonction et pose question dans le cadre d'une réévaluation générale des fonctions. C'est un signal extrêmement négatif au moment où le Cartel s'investit dans le travail autour du projet G'Evo-lue. Pour rappel, ce projet qui vise notamment à revaloriser enfin les fonctions occupées principalement par des femmes. Le signal donné aux enseignant-es et aux femmes plus globalement est extrêmement rabaissant, comme si les tâches et les surtout les compétences considérées comme « féminines » valaient moins que celles dites masculines.

Cette nouvelle offensive hautement symbolique s'inscrit dans un contexte politique dur où la droite particulièrement décomplexée s'en prend désormais sans ambages à la fonction publique en s'attaquant aux salaires (indexation et annuité) ; aux conditions de travail qui garantissent l'impartialité et l'intégrité de la fonction publique (absence de protection contre les licenciements abusifs), aux moyens pour accompagner les évolutions nécessaires des prestations publiques (lois "corsets" de maîtrise des charges et des engagements : budgets revus en fonction de la démographie et non des besoins réels). Ce démantèlement programmé des services publics ne gêne évidemment pas les plus riches : en bénéficiant davantage que quiconque des baisses d'impôts promises, ils pourront toujours se payer des prestations privées, pour laisser aux familles des classes moyennes et populaires des prestations aux rabais. Toutefois, si par la multiplication des attaques, la droite cherche à nous disperser, le comité référendaire affiche au contraire aujourd'hui sa solidarité à travers une large représentation pour soutenir une formation des enseignant-es de l'école primaire de haut niveau, adaptée aux enjeux sociétaux actuels.

Pour le Comité référendaire

